

Cheops Technology lance Mail in France, une messagerie souveraine et sécurisée

L'opération de rachat finalement derrière lui, Cheops Technology lance Mail in France, un environnement de travail basé sur une messagerie et un espace de stockage dans le cloud. La société joue à fond sur sa proposition de cloud souverain et sécurisé.



Cheops Technology, acteur français du cloud computing, s'était fait discret ces derniers temps. Après une opération de rachat avortée – sur laquelle nous avons eu davantage d'explications – l'entreprise dévoile aujourd'hui Mail in France, son tout nouveau produit : un environnement de travail basé sur une messagerie et un espace de stockage dans le cloud souverains et sécurisés. Il complète ainsi son offre cloud.

L'entreprise, dont le siège est à Canéjan, au sud de Bordeaux, compte 600 collaborateurs, treize agences en France et une filiale en Suisse. Elle propose aux entreprises et aux administrations publiques des infrastructures informatiques sécurisées qu'elle administre et sur lesquelles elle délivre des services managés allant jusqu'au maintien des applications en conditions opérationnelles, le tout sur un cloud souverain grâce à trois datacenters situés à Paris et en région bordelaise.

Rachat avorté : les explications du PDG

En décembre 2021, nous annonçons le rachat de 98,71% du capital de Cheops par le fonds américain Aquiline Capital Partners et le français Elyan Oartners. Mais l'opération, qui valorisait l'entreprise à environ 180

millions d'euros, a finalement avorté. Nicolas Leroy-Fleuriot, Président-Directeur général de la société qui, du coup, est revenu à la barre, raconte.

"Je n'étais pas vendeur. Ce fonds américain m'a approché avec un projet de développement européen, en valorisant l'entreprise d'une manière assez exceptionnelle à laquelle je ne m'attendais pas. On sortait du troisième confinement, j'étais physiquement et moralement épuisé, j'avais l'impression que tous les fondamentaux partaient à vau-l'eau... Bref, j'ai fini par céder en signant une cession."

En avril dernier, à la veille du closing, un différend avec un vieil ami, Didier Cazeaux, ancien actionnaire minoritaire de l'ancienne holding de détention de Cheops Technology, est venu tout chambouler. Ce dernier était le président de Couach, une entreprise fabriquant des yachts, tombée en faillite en 2009. Condamné pour communication trompeuse et en froid avec Nicolas Leroy-Fleuriot, il avait été sorti du banc des actionnaires en 2018. *"En apprenant le rachat dans les médias, il est venu m'assigner, estimant avoir été volé",* poursuit le PDG de Cheops. *"À ce moment-là, du temps était passé et je n'avais plus envie de vendre. Ça m'a donné l'occasion de de pas finaliser l'opération",* se réjouit-il.

Cheops Technology a réalisé un chiffre d'affaires de 128 millions d'euros l'année dernière, en hausse de 8,2% par rapport à la précédente.

"Héberger ses données dans une boîte américaine, c'est prendre un risque"

La crise sanitaire a consacré l'avènement du télétravail, de la connexion à distance et du cloud. Mais, *"les données sont l'or noir du 21^e siècle",* affirme et le PDG de Cheops, qui tient à rappeler que les entreprises françaises qui les stockent sur des serveurs américains sont soumises au Cloud Act, donc à leur éventuelle

utilisation par l'exécutif américain. *"Par ailleurs, vu la compétition que se livrent les entreprises qui créent de la valeur, je considère qu'héberger ses données de R&D et d'entreprise dans une boîte américaine, c'est prendre un risque."*

"L'intégralité des systèmes Cheops Technology sont opérés par des Français basés en France. Je me suis refusé à externaliser une partie de nos services au Maroc ou en Tunisie comme l'ont fait certains confrères." L'entreprise s'interdit également contractuellement d'accéder aux données de ses clients et de les exploiter. "On considère que notre métier n'est ni de faire de la R&D, ni de faire de la publicité, ni de vendre des fichiers marketing à partir des données que l'on héberge. Les Américains le font, les Chinois je n'en parle même pas..."

Sur ce créneau, l'entreprise est plutôt bien installée. Elle héberge aujourd'hui 250 clients en cloud souverain, notamment les systèmes d'information de Cdiscount, Cultura, Feu Vert ou encore des centres hospitaliers, apportant une solution *"à ceux qui ne veulent pas être hébergés sur un cloud américain ou ont eu des mauvaises expériences avec AWS ou Azur par exemple"*.

La messagerie, chaînon manquant

Mais il restait une incohérence : *"certains de nos clients utilisent notre cloud pour leurs systèmes d'information, leurs ERP, mais travaillent avec une messagerie Gmail ou Microsoft. D'un côté ils sécurisent leurs données, de l'autre, des collaborateurs en R&D échangent des données par mail à travers une messagerie américaine"*.

D'où le lancement de Mail In France, dernier produit de Cheops Technology mis sur le marché aujourd'hui pour une mise en production au mois d'avril. Il s'agit d'une suite collaborative souveraine et sécurisée avec messagerie instantanée, outils de visioconférences et drive open source.

"On vise toujours les entreprises et les administrations, ces dernières étant notre cible de prédilection depuis que la directive de la Direction Interministérielle du

Numérique (DiNum) interdit aux administrations d'héberger leurs données de messagerie chez un tiers non français. On a un boulevard qui s'ouvre et des discussions déjà très avancées avec de grosses administrations publiques", explique le PDG. A terme, cette offre souveraine a vocation à être dupliquée en Suisse pour créer Mail in Switzerland.

Une nouvelle certification pour les données de santé

Cheops Technology ayant par ailleurs obtenu la certification hébergeur de données de santé (HDS), il mise aussi sur le marché du monde médical : centres hospitaliers, laboratoires d'analyse, etc.

Nicolas Leroy-Fleuriot estime que l'entreprise va passer la barre des 150 millions d'euros de chiffre d'affaires cette année. *"La croissance est au rendez-vous, mais la disponibilité des ressources humaines sur le marché nous freine. C'est la guerre des salaires, la guerre des avantages, alors on travaille beaucoup sur la QVCT (qualité de vie et conditions de travail)."*